Les tableaux suivants fournissent des renseignements relatifs aux affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor. Les affectations indiquées s'ajoutent à celles présentées dans les Budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) 2012-2013.

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

56 400 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation de suppléer d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisation (dollars)	Affectations (dollars)
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	55 000 000	55 000 000
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du Conseil du Trésor a été accordée pour la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square.		
Le Haut-commissariat du Canada à Londres exerce actuellement ses activités à partir de deux immeubles : la Maison du Canada (Trafalgar Square) et la Maison Macdonald (Grosvenor Square). Un financement provisoire à été offert afin d'appuyer le déménagement et la consolidation du Haut-commissariat du Canada à Londres en un seul endroit, notamment à faire l'acquisition d'une propriété adjacente à la Maison du Canada à Trafalgar Square.		
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	1 400 000	1 400 000
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du Conseil du Trésor a été accordée afin d'augmenter les subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes.		
Ces fonds appuient la prestation de services essentiels dans le cadre du programme d'aide au revenu à l'intention des personnes qui habitent les réserves et du Programme d'aide à la vie autonome. Les besoins en matière de paiements de subvention ont augmenté en raison de la demande accrue du volet des soins en établissement du Programme d'aide à la vie autonome et d'une hausse des taux d'aide.		
Total	56 400 000	56 400 000

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

1 100 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	1 100 000

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération

10 655 589 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements à l'égard des conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères, organismes et société d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 auront été octroyés.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	41 311
Agence canadienne de développement international	25	25 978
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	57 866
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	8 175
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	14 385
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	82 744
Commission canadienne du lait	15	2 274
Agence canadienne d'inspection des aliments	20	369 864
Anciens Combattants		
Ministère	1	28 347
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	49 798
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	3 067
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	97 771
École de la fonction publique du Canada	40	19 247
Commissariat au lobbying	45	2 119

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Conseil privé		
Ministère	1	8 252
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	947
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	405 489
Directeur général des élections	15	9 200
Défense nationale		
Ministère	1	143 926
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	2 119
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	19 795
Environnement		
Ministère	1	68 636
Finances		
Ministère	1	11 319
Tribunal canadien du commerce extérieur	25	2 119
Gouverneur général	1	947
Industrie		
Ministère	1	38 245
Agence spatiale canadienne	25	7 080
Statistique Canada	105	15 333
Justice		
Ministère	1	26 427
Commission canadienne des droits de la personne	10	947
Tribunal canadien des droits de la personne	15	2 119
Commissaire à la magistrature fédérale	20	947
Service administratif des tribunaux judicaires	30	3 067
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	3 067

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	2 119
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	3 067
Patrimoine canadien		
Ministère	1	22 912
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	2 688
Bibliothèque et Archives du Canada	55	6 133
Commission de la fonction publique	95	4 358
Pêches et Océans	1	258 944
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	29 646
Conseil canadien des relations industrielles	10	2 119
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	30	947
Ressources naturelles		
Ministère	1	43 001
Santé		
Ministère	1	3 622 231
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	45	947
Agence de la santé publique du Canada	50	8 565
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	7 804
Agence des services frontaliers du Canada	10	57 853
Service correctionnel du Canada	25	33 059
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	1 895
Gendarmerie royale du Canada	45	73 700
Transports		
Ministère	1	4 532 333
Office des transports du Canada	25	2 119

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Bureau de l'infrastructure du Canada	40	9 424
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	320 493
	5	334
Services partagés Canada	20	35 971
Total des affectations approuvées		10 655 589

Crédit 25 - Report du budget de fonctionnement

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor depuis le Budget supplémentaire des dépenses 2012-2013.

Crédit 30 - Besoins en matière de rémunération

657 870 413 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès au crédit 30 tout au long de l'exercice et ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant de ce crédit. Le tableau cidessous illustre la répartition des fonds du crédit 30 du Conseil du Trésor depuis le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	18 234 691
Agence canadienne de développement international	25	2 912 846
Commission mixte internationale (section canadienne)	50	226 760
Commission de la capitale nationale	55	215 438
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	9 147 820
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	35	19 593

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Greffe du Tribunal des revendications particulières	40	1 531
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	754 592
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	1 351 616
Agence du revenu du Canada	1	34 908 466
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	13 692 116
Commission canadienne du lait	15	98 608
Agence canadienne d'inspection des aliments	20	12 653 799
Commission canadienne des grains	30	3 596
Anciens Combattants		
Ministère	1	5 708 545
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10	345 708
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	9 334 677
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	1 160 855
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	3 052 088
École de la fonction publique du Canada	40	3 666 450
Commissariat au lobbying	45	64 717
Commissariat à l'intégrité du secteur public	50	115 922
Conseil privé		
Ministère	1	2 363 593
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	44 809
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	325 646
Directeur général des élections	15	261 576
Commissariat aux langues officielles	20	214 391
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	30	219 852

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Défense nationale		
Ministère	1	30 003 012
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	42 200
Centre de la sécurité des télécommunications	20	1 525 958
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	25	40 295
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	30	32 881
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	890 562
Environnement		
Ministère	1	9 640 377
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	200 927
Agence Parcs Canada	25	17 022 053
Finances		
Ministère	1	1 156 584
Vérificateur général	20	3 039 695
Tribunal canadien du commerce extérieur	25	179 136
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	30	290 980
Gouverneur général	1	86 103
Industrie		
Ministère	1	11 931 613
Agence spatiale canadienne	25	618 603
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	50	154 512
Conseil national de recherches du Canada	60	6 643 906
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75	3 694 855
Greffe du Tribunal de la concurrence	85	11 916
Conseil de recherches en sciences humaines	90	1 708 124
Conseil canadien des normes	100	532 247
Statistique Canada	105	22 864 526
Justice		
Ministère	1	10 977 030

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Commission canadienne des droits de la personne	10	660 958
Tribunal canadien des droits de la personne	15	77 297
Commissaire à la magistrature fédérale	20	27 640
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	32 509
Service administratif des tribunaux judicaires	30	562 521
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	2 030 622
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	429 383
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	383 193
Cour suprême du Canada	50	346 685
Patrimoine canadien		
Ministère	1	2 826 469
Musée canadien des droits de la personne	30	135 049
Musée canadien des civilisations	35	434 879
Musée canadien de la nature	45	804 070
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	696 602
Bibliothèque et Archives du Canada	55	3 421 767
Office national du film	75	223 455
Musée des beaux-arts du Canada	80	460 637
Musée national des sciences et de la technologie	90	1 591 254
Commission de la fonction publique	95	1 355 438
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	77 096
Tribunal de la dotation de la fonction publique	105	79 163
Pêches et Océans	1	24 870 616
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	4 134 401
Conseil canadien des relations industrielles	10	103 112
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	657 163
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	30	77 659

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Ressources naturelles		
Ministère	1	15 363 065
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	128 140
Office nationale de l'énergie	25	594 271
Santé		
Ministère	1	16 358 340
Instituts de recherche en santé du Canada	20	513 281
Agence canadienne de développement économique du Nord	30	30 562
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	40	97 099
Agence de la santé publique du Canada	50	5 963 137
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	1 562 858
Agence des services frontaliers du Canada	10	10 926 478
Service correctionnel du Canada	25	17 520 257
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	960 350
Gendarmerie royale du Canada	45	273 844 887
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60	12 216
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	176 297
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	7 683 235
	5	55 882
Services partagés Canada	20	3 395 929
Transports		
Ministère	1	11 615 316
Office des transports du Canada	25	180 779
Total des affectations approuvées		657 870 413

Crédit 33 - Report du budget des dépenses en capital

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent. Les ministères et organismes qui ont un crédit pour dépenses en capital distinct peuvent reporter au plus 20 p. 100 du solde de leur budget des dépenses en capital à la fin de l'exercice. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 33.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 33 du Conseil du Trésor depuis le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013.